



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°25

COURANTS DE PENSÉE SUR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Les réactions sont nombreuses face à la construction européenne, et il est difficile d'être exhaustif dans le recensement des courants politiques organisés et de leurs positionnements vis-à-vis à l'UE. Par simplicité pédagogique, cette fiche présentera trois grandes tendances politiques exprimées au regard de l'Union européenne :

- Le fédéralisme, qui souhaite une intégration européenne plus renforcée
- L'euroscepticisme, qui demande l'affaiblissement des institutions européennes
- L'unionisme, qui prône un maintien de l'organisation inter-étatique de l'UE

Le fédéralisme européen

Le fédéralisme européen désigne le courant politique visant la construction d'une Europe fédérale, avec un exercice en commun de la souveraineté au niveau européen et la création d'une autorité politique européenne. Les organisations fédéralistes tentent de maintenir une certaine neutralité afin de pouvoir rassembler des élus de droite et gauche, et le Parlement européen compte souvent un intergroupe fédéraliste qui rassemble les eurodéputés au-delà des clivages partisans.

Très concrètement, les fédéralistes sont partisans d'une Europe des peuples plutôt que d'une Europe des nations, avec une application renforcée du principe de subsidiarité (au détriment du pouvoir des gouvernements nationaux), qui permettrait ainsi l'organisation d'une souveraineté européenne globale qui respecterait les particularités régionales et territoriales (langues, traditions...).

Le souverainisme, le nationalisme et l'euroscepticisme

Le souverainisme désigne le courant politique qui prône l'affaiblissement (voire la disparition) des institutions européennes communes, y compris de la monnaie commune. L'idée générale est que l'Europe est composée d'Etats-nations et que chacun d'eux doit préserver son autonomie (économique et politique) de celle de ses voisins. De fait, les souverainistes refusent en réalité toute

idée de construction européenne puisqu'ils refusent de lui attribuer tout pouvoir politique autre que celui d'une instance de concertation.

Les arguments mis en avant par les eurosceptiques reposent sur l'idée que l'intégration européenne se fait contre la volonté des peuples et au détriment de la souveraineté nationale, en gommant les identités et en portant atteinte à la réussite économique de chaque Etat membre.

La tentation est vive de classer les eurosceptiques dans le giron de l'extrême-droite, en raison de la revendication souverainiste face à la construction européenne, mais ce serait faire erreur : les eurosceptiques ne constituent absolument pas un bloc homogène et il est difficile de synthétiser leurs propositions, certains mouvements étant d'inspiration altermondialiste et d'autre de mouvance clairement nationaliste.

Le confédéralisme ou « unionisme »

Le confédéralisme ou « unionisme » désigne le courant politique qui considère que la construction européenne doit demeurer une coopération inter-étatique et inter-gouvernementale, avec des institutions centralisées qui permettent la coordination à l'échelle européenne des politiques publiques, dans un souci d'efficacité renforcée, mais en maintenant un rôle prédominant des Etats-nations dans la gestion institutionnelle.

De fait, cela revient à souhaiter une forme de *statu quo* dans l'organisation actuelle de l'Union européenne, puisque l'UE est dirigée par le Conseil européen, qui rassemble les chefs d'Etats, et le Conseil de l'Union européenne, qui rassemble les ministres des Etats membres.